

Commission Climat-Développement de Coordination SUD

Changement climatique : le défi de notre siècle

4D, ACF, AVSF, CARE, CARI, CCFD-Terre Solidaire, GERES, GEVALOR, Gret, ID, Médecins du Monde, Oxfam, Planète Urgence, Solidarités International

Soyons clairs : le changement climatique n'est pas un concept abstrait mais une réalité quotidienne pour de nombreuses familles, communautés et nations. Ironie du sort, il affecte particulièrement les populations vulnérables qui sont pourtant les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre. Face au scepticisme de certains, les chiffres sont sans appel. La Terre s'est déjà réchauffée de 0,8°C depuis 1850. Elle se réchauffera de 1,7°C d'ici 2100 si des mesures efficaces sont prises et, de beaucoup plus - de 4 à 5°C - selon le pire des scénarios qui correspond malheureusement aux évolutions actuelles d'émissions de gaz à effet de serre.

« *Quelques degrés de plus, où est le problème ?* »

Lorsque certaines régions se réchaufferont de 1°C, d'autres seront impactées par des hausses de températures moyennes supérieures à 6°C, rendant invivables de vastes régions du globe déjà touchées par la malnutrition, l'insécurité alimentaire et la pauvreté chronique.

Savez-vous qu'une hausse du niveau moyen de la mer d'ici à 2100 de 50 à 80 cm est prévu sur les côtes bretonnes et que 10% de la population mondiale habite une zone menacée par la montée des eaux ?

Savez-vous aussi qu'il est estimé que la disponibilité en eau de nombreuses régions du monde va réduire de 20% pour chaque degré supplémentaire de réchauffement global alors que le nombre d'habitants augmente ?

Savez-vous enfin que nous ne sommes pas tous égaux devant les conséquences de ce changement. Les femmes et les enfants ont 14 fois plus de chance de mourir que les hommes lors de catastrophes naturelles¹ comme les inondations qui risquent d'augmenter.

La version provisoire du volet « Impacts » du 5^{ème} rapport du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), composé de plus de 800 chercheurs, qui sera publié le 29 mars, vient confirmer que le changement climatique creuse les inégalités et crée une vulnérabilité supplémentaire, en entravant le développement de pays déjà marqués par la pauvreté chronique. Alors que le monde s'inquiète de pouvoir nourrir ses habitants dont le nombre augmente chaque jour, avec environ 842 millions de personnes souffrant de la faim, et plus de 180 millions d'enfants touchés par la malnutrition², le rapport publie des chiffres inquiétants sur les impacts négatifs attendus sur la santé, la raréfaction des ressources en eau, la baisse des rendements agricoles, la sécurité alimentaire, l'économie et, plus généralement sur la sécurité des populations³. Le rapport estime que les coûts pour l'adaptation devraient atteindre 70 à 100 milliards de dollars par an d'ici 2050.

Les impacts du changement climatique ne connaissent pas de frontières, ils se diffusent partout et inégalement. Ils frappent d'abord les plus vulnérables.

¹ Gender and Disaster, UNDP, 2010 / Peterson, 2007

² Source: FAO, 2013, The State of Food Insecurity in the World 2013

³ Global Security Defense Index on Climate change, 2013. Le changement climatique est considéré comme une menace majeure pour la sécurité nationale et internationale par plus de 110 gouvernements.



Soyons honnêtes : le rapport du GIEC est anxiogène et ce n'est pas le premier rapport à nous alerter sur l'urgence de la situation. Pourtant la volonté politique et les financements promis par les Etats développés depuis 2009 ne sont toujours pas au rendez-vous. Nous devons nous donner les moyens de mettre en œuvre des

politiques communes et équitables pour faire face à ce défi mondial à la fois en réduisant les émissions mondiales et en luttant contre les impacts du changement climatique.

Les solutions existent. Par exemple, pour appuyer les plus vulnérables, nous, ONG et nos partenaires des sociétés civiles du Sud, avons démontré que généraliser les systèmes d'alerte précoces, sensibiliser les pouvoirs publics locaux à la gestion des risques, investir dans la recherche et les politiques publiques d'appui aux systèmes de production agricoles durables comme l'agro-écologie, améliorer l'accès aux moyens financiers et à l'appui aux petits agriculteurs et éleveurs ou encore optimiser la gestion des ressources naturelles améliorent durablement les conditions de vie des populations vulnérables. En investissant par exemple dans des systèmes de prévisions météorologiques et de diffusion de cette information dans les pays en développement les bénéfices financiers seraient de 4 à 36 fois supérieurs aux coûts⁴.

Soyons au rendez-vous : 2014 et 2015 offrent des opportunités majeures pour profiter d'une mobilisation citoyenne d'envergure afin d'inciter les puissances mondiales à un engagement politique fort. La France, en tant qu'acteur-clé de l'Union Européenne et hôte de la Conférence des Parties organisée par les Nations-Unies en 2015 (COP21)⁵, doit faire preuve à la fois d'exemplarité à travers sa politique de transition énergétique et de financement de l'adaptation, de cohérence dans son action climat/développement, mais aussi de leadership en encourageant l'adoption par l'Union Européenne d'une politique énergie-climat bien plus ambitieuse⁶. Nous demandons à nos représentants politiques, enfin, de s'engager sérieusement dans la lutte contre le changement climatique, notamment en mettant tout en œuvre pour qu'un accord climatique ambitieux, contraignant, juste, soit obtenu. Ce sont l'ensemble des acteurs qui doivent aujourd'hui assumer leurs responsabilités face au changement climatique : Etats, mais aussi organisations internationales, société civile, recherche, secteur privé.

Chaque négociation politique ratée nous expose un peu plus, et en particulier les populations les plus vulnérables, aux effets dévastateurs du changement climatique. L'heure est venue de s'attaquer ensemble au plus grand défi de ce début de siècle. L'inaction coûtera bien plus cher : en vies et en dommages matériels.

⁴ Source: Banque Mondiale, 2013, Managing Risk for Development

⁵ Au cours de laquelle un accord climatique international et contraignant à la fois pour les pays développés et en développement et respectant le principe de responsabilité commune mais différenciée, devrait être conclu.

⁶ Les ONG préconisent l'adoption de trois objectifs contraignants sur l'énergie pour 2030 : 55% de réduction des émissions de gaz à effet de serre, 40% d'énergies renouvelables, 45% d'amélioration en termes d'efficacité énergétique.